



Cellule d'Analyse de Politiques
Economiques du CIRES



Programme d'Activités 2020

Décembre 2019

Financée par la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique / African Capacity Building Foundation (ACBF)
et par l'Etat de Côte d'Ivoire - CC N° 0227945C
08 BP 1295 Abidjan 08 - Tél. : (225) 22 44 41 24 - Fax : (225) 22 48 51 68
E-mail : assistanat@capec-ci.org - www.capec-ci.org / Site au CIRES, Bd. Latrille, près du Lycée Classique d'Abidjan

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
INTRODUCTION.....	2
I- CONTEXTE GENERAL	3
1.1- CONTEXTE INTERNATIONAL.....	3
1.2- CONTEXTE NATIONAL	3
II- ACTIVITES PREVUES POUR 2020.....	5
2.1- ETUDES ET RECHERCHES	5
2.2- PUBLICATIONS.....	16
2.3- FORMATION	16
2.4- SEMINAIRES DE DISSEMINATION, FORUM, INTERFACE ET GOUVERNANCE	16
2.5- ETUDES ET RECHERCHES A TITRE ONEREUX	17
2.6- APPUIS TECHNIQUES ET CONVENTION	18
2.7- AUTRES ACTIVITES	18
2.8- RESULTATS ATTENDUS.....	18
III- INDICATEURS DE PERFORMANCE ET RISQUES.....	18
3.1- INDICATEURS DE PERFORMANCE	18
3.2- RISQUES	18
CONCLUSION	18
ANNEXES.....	19

INTRODUCTION

En 2020, la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC) devra à l'exemple des années précédentes, sous les orientations de son Comité de Pilotage, continuer d'accroître sa notoriété dans le cercle des institutions qui comptent dans le domaine de la réflexion économique, dans le renforcement des capacités, et l'assistance technique.

On note que la CAPEC s'impose de plus en plus comme une structure nationale voire africaine capable d'orienter la politique économique. Ainsi, selon le rapport du Centre africain pour l'évidence (Africa Centre for Evidence), la CAPEC fait partie des structures ayant conduit au moins une étude d'évaluation d'impact randomisée dans le monde. En Afrique, seulement 18 pays sont répertoriés à cet effet. La CAPEC a aussi réalisé des études sur la prévisibilité fiscale dans le cadre des activités du Ministère auprès du Premier Ministre en charge du Budget et du Portefeuille de l'Etat afin de le guider dans l'instauration d'un système fiscal plus flexible et plus attrayant. Cette étude vient en appoint à celle réalisée en 2014 pour le compte du Ministère de l'Economie et des Finances sur la performance des régies financières de Côte d'Ivoire, qui avait permis au Gouvernement ivoirien d'optimiser ses recettes fiscales.

Au cours de l'année 2020, dernière année de mise en œuvre du PND 2016-2020 et année d'échéances électorales, la CAPEC vise à continuer à contribuer au renforcement des capacités de l'administration publique, du secteur privé et de la société civile pour la consolidation de la forte croissance observée au cours des huit dernières années et pour une plus grande atteinte des objectifs du PND.

A travers ces programmes passés et à venir, la CAPEC vise à accroître sa contribution aux analyses et à la prise de décision en matière de politiques économiques en Côte d'Ivoire et dans toute l'Afrique, surtout que des défis majeurs demeurent dans la route des pays africains vers l'industrialisation et le développement socioéconomique. Il s'agit entre autres de la question de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), la question de la nouvelle monnaie éco de la CEDEAO, la croissance inclusive et le stock croissant de la dette. Le présent programme comprend les activités qui seront réalisées de janvier à décembre 2020. Il est élaboré en conformité avec les orientations stratégiques du PND 2016-2020 et prend en compte un ensemble de défis auxquels fait face l'Etat de Côte d'Ivoire.

Ce programme est structuré autour de trois sections. La première permet de décrire le contexte général ; la deuxième est le cadre de présentation des activités prévues pour l'année 2020 tandis que la troisième section est consacrée aux indicateurs de performance et aux risques.

I- CONTEXTE GENERAL

Cette section comprend dans un premier temps le contexte mondial et régional et dans un second temps une analyse du contexte national, qui permettent d'orienter les activités à mener.

1.1- CONTEXTE INTERNATIONAL

Selon le Rapport « Perspectives de l'Economie Mondiale avril 2019 » du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance économique mondiale devrait remonter à 3,6 % en 2020. Cette accélération repose sur un rebond en Argentine et en Turquie, ainsi que de meilleurs résultats dans une série d'autres pays émergents et pays en développement en difficulté, et est donc exposée à une grande incertitude. Au-delà de 2020, la croissance se stabilisera aux alentours de 3,5 %, poussée principalement par la croissance en Chine et en Inde, ainsi que leur poids de plus en plus important dans le revenu mondial. Dans les pays avancés, l'expansion continuera de ralentir progressivement à mesure que les effets de la relance budgétaire

américaine s'estompent et que la croissance tend vers le potentiel modeste de l'ensemble du groupe, étant donné le vieillissement de la population et la faible augmentation de la productivité. Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance se stabilisera aux environs de 5 %, quoiqu'avec des variations considérables d'un pays à l'autre, car le niveau modéré des prix des produits de base et les troubles civils pèsent sur les perspectives de certains de ces pays.

Si les perspectives globales restent favorables, de nombreux risques existent. La trêve sur le plan du commerce est fragile : les tensions pourraient reprendre et se propager dans d'autres domaines (tels que l'industrie automobile), avec de fortes perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales.

La croissance chinoise pourrait être inférieure aux prévisions, et les risques entourant le Brexit restent élevés. Face à la vulnérabilité financière considérable qui est liée à l'endettement élevé des secteurs privés et publics dans plusieurs pays, y compris les risques de spirale perverse entre États et banques (par exemple, en Italie), les conditions financières pourraient changer rapidement en raison, par exemple, d'un épisode d'aversion au risque ou d'un Brexit sans accord.

Comme une expansion faible est prévue pour des parties importantes du monde, les perspectives pourraient s'assombrir considérablement si ces risques se concrétisaient. Cela se produirait à un moment où la marge de réaction monétaire et budgétaire conventionnelle est faible. Les dirigeants doivent donc coopérer pour veiller à ce que l'incertitude entourant les politiques économiques ne pèse pas sur l'investissement. La politique budgétaire doit chercher à soutenir la demande tout en veillant à ce que la dette publique reste sur une trajectoire viable, et le dosage optimal de la politique économique dépendra des circonstances propres à chaque pays. En ce qui concerne le secteur financier, il s'agit de s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité de manière préventive en déployant des outils macroprudentiels.

Dans l'ensemble des pays, il est impératif de prendre des mesures qui stimulent la production potentielle, améliorent l'inclusion et renforcent la résilience. Un dialogue social qui rassemble toutes les parties prenantes pour s'attaquer aux inégalités et au mécontentement vis-à-vis du monde politique profitera à l'activité économique. Il est nécessaire de renforcer la coopération multilatérale afin de résoudre les différends commerciaux, de s'attaquer au changement climatique et aux risques liés à la cyber-sécurité, et d'améliorer l'efficacité de la fiscalité internationale.

Dans le même temps, les pays continuent de faire face à de fortes variations des cours des produits de base. La volatilité de ces cours a augmenté avec une chute brutale de ceux du pétrole au dernier trimestre 2018. Les cours des autres produits de base ont aussi fléchi sous l'effet en partie de l'affaissement de la demande chinoise. Cela marque un arrêt du redressement soutenu des cours des matières premières observé depuis 2016 et les marchés s'attendent à ce que la plupart des cours continuent de fléchir en 2019 et 2020. Les termes de l'échange devraient donc se détériorer pour les pays de la région qui exportent du pétrole et s'améliorer légèrement pour ceux qui en importent.

Avec un environnement extérieur moins porteur, la croissance moyenne en Afrique subsaharienne (pondérée par le PIB en parité de pouvoir d'achat) devrait passer de 3,0 % en 2018 à 3,5 % en 2019 et 3,7 % en 2020. Par ailleurs, la question de la dette demeure une préoccupation dans cette zone. Le Nigéria et l'Angola ont contribué à plus de la moitié des émissions réalisées, avec des émissions d'euro-obligations d'une valeur d'environ 5,4 et 3,5 milliards de dollars respectivement, le reste des émissions effectuées se répartissant à peu près également entre quatre autres pays (Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Sénégal). Alors que les émissions ont été sursouscrites, les frais d'émission ont toutefois augmenté pour les emprunts à 30 ans (d'environ 162,5 points de base pour le Nigéria sur l'année écoulée, par exemple). Le durcissement des conditions de financement reflète une normalisation des politiques monétaires dans les pays avancés et une montée de l'aversion pour le risque, avec des variations reposant sur les fondamentaux sous-jacents des pays.

1.2- Contexte National

L'année 2020 constitue une année particulière dans l'histoire de la gestion des finances publiques en Côte d'Ivoire. En effet, elle consacre le basculement en mode budget-programmes, matérialisant ainsi la mise en œuvre effective de la deuxième génération des réformes initiées par l'UEMOA dans la gestion des finances publiques. Ces réformes visent, d'une part, à améliorer l'efficacité de la dépense publique, en assurant la cohérence entre les choix budgétaires ainsi que les priorités de développement économique et social à moyen terme du Gouvernement et, d'autre part, à renforcer la transparence

budgétaire. Le budget-programmes favorise une plus grande responsabilisation des acteurs avec la déconcentration de l'ordonnancement ainsi qu'un renforcement du contrôle.

Le budget 2020 a été élaboré et adopté par les parlementaires, et s'équilibre en ressources et en charges à 8 061,0 milliards de FCFA et enregistre une progression de 9,9% par rapport au budget 2019 dont le montant est de 7 334,3 milliards de FCFA. Cet équilibre devrait s'établir à 8 432,6 milliards de FCFA et 9 283,1 milliards de FCFA respectivement en 2021 et 2022.

Au plan national, l'environnement socio-politique et économique demeure favorable. En effet, la consolidation du dynamisme de l'activité économique et de son caractère inclusif se poursuit avec la réalisation de grands projets publics tels qu'inscrits dans le Plan National de Développement (PND) 2016-2020, la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PSGouv) 2019-2020 qui entre dans sa dernière année d'exécution et l'amélioration continue du climat des affaires.

Sur le plan politique, des dispositions visant un déroulement paisible des élections de 2020 sont en cours de mise en œuvre. En outre, la consolidation des Institutions de la République se poursuit avec l'opérationnalisation effective du Sénat à travers l'ouverture récente de son siège à Yamoussoukro.

Par ailleurs, la Côte d'Ivoire poursuit le renforcement de son positionnement sur l'échiquier international, notamment avec l'organisation du 4 au 6 août 2019 à Abidjan du forum de l'AGOA (Loi Américaine sur la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique).

La croissance économique de la Côte d'Ivoire ressortirait à 7,3% en 2020, tirée par l'ensemble des secteurs d'activités, en particulier les secteurs tertiaire et secondaire dont les contributions à la croissance sont estimées respectivement à 3,4% et 2,2%.

Concernant la politique budgétaire, elle consistera à poursuivre l'amélioration du recouvrement des recettes intérieures et les efforts de maîtrise des charges de fonctionnement, ainsi que de la dette, afin de dégager l'espace budgétaire nécessaire au renforcement des moyens d'actions de lutte contre la pauvreté et la poursuite de la mise en œuvre de la politique d'investissement. Elle visera également la consolidation budgétaire avec le maintien du déficit budgétaire dans la limite de 3% du PIB, conformément à la norme communautaire de l'UEMOA.

II- ACTIVITES PREVUES POUR 2020

Le Programme d'activités de l'année 2020 s'articule autour de sept (7) points : (1) les études et recherches, (2) les publications, (3) les formations, (4) les séminaires de dissémination, forum et interface, (5) les études et recherches à titre onéreux, (6) appuis techniques et conventions, et (7) les autres activités. La sous-section (8) permettra de présenter les résultats.

2.1- ETUDES ET RECHERCHES

Les chercheurs de la CAPEC comptent réaliser, en 2020, six (06) études portant sur des thèmes qui préoccupent les autorités ivoiriennes et le secteur privé.

Etude 1 Sur la trajectoire de soutenabilité de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire Dr BOYE Roméo

1. Contexte et Problématique

Après la crise post-électorale de 2011, il était plus que nécessaire pour la Côte d'Ivoire de passer à la reconstruction. Dès 2012, l'Etat ivoirien s'est vu engager dans une stratégie de développement qui a impliqué la réalisation de grands projets d'infrastructures. Or le plus souvent ce genre de stratégie entraîne des importations

coûteuses de biens d'équipement et de technologies (Treillet, 2011), et dont les factures sont libellées en monnaie « véhiculaire » internationale telle que le dollar (Bourguinat, 1999).

La réalisation post-crise des infrastructures en Côte d'Ivoire a suivi cette stratégie d'importations et a nécessité plus de ressources externes sous forme de dettes. Ces dettes étant libellées en monnaie étrangère, il a fallu mobiliser plus de devises étrangères pour pouvoir y faire face. Il faudra donc mobiliser plus de ressources externes à travers l'accroissement des recettes d'exportations, et par la même occasion ne pas continuer à emprunter indéfiniment (Stiglitz, Lafay et Rosengard, 2018) afin de d'assurer la soutenabilité de la dette extérieure. Soutenabilité consistant à s'assurer que la dette ne croîtra pas dans des proportions excessives telles que l'Etat ne puisse plus assurer son remboursement (Mensi, 2013). La Côte d'Ivoire pourrait s'écarter d'un tel idéal du fait de l'instabilité récente des recettes d'exportations et de la forte croissance du stock de la dette extérieure. En effet, selon les données du Ministère de l'économie et des finances de la Côte d'Ivoire, pendant que les recettes d'exportations baissent, passant de 7 464,8 milliards de Francs CFA en 2017 à 7 121,4 milliards de francs CFA en 2018, le service de la dette extérieure est en hausse et est passé de 1 459,76 milliards de franc CFA en 2017 à 1 547,27 milliards en 2018. Le stock de la dette extérieure quant à lui, est passé de 3 884,973 milliards de francs de FCFA en 2012 pour atteindre un niveau de 7 613,379 milliards de francs CFA en 2018 en passant par un stock de 5 770,013 milliards de francs CFA en 2017.

Cette forte croissance de la dette extérieure, principale source d'endettement de la Côte d'Ivoire (soit 63,86% de la dette totale en 2018), est au cœur des débats des politiques, alors que la dette totale ne représente qu'environ 42,5% du PIB ; ratio largement en dessous de la norme communautaire (UEMOA) de 70%, relative au critère de convergence multilatérale sur l'endettement. Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportations est de 21,73%. A ces recettes d'exportations, si l'on retranche les 50% des devises générées devant aller au trésor français, il s'en suit que le ratio service de la dette extérieure sur les recettes d'exportations s'est réellement fixé à 43,46% en 2018 et s'établirait à peu près à ce taux à l'heure actuelle, alors qu'il est d'environ 10% en moyenne en Afrique subsaharienne (Nations Unies, 2016). Ce ratio relativement élevé par rapport à la moyenne de l'Afrique subsaharienne signifie que l'Etat de Côte d'Ivoire utilise à peu près la moitié des devises des recettes d'exportations disponibles pour faire face au service de la dette extérieure. Cependant, ce taux d'endettement, bien qu'il soit élevé, n'indique en rien si la dette extérieure, qui est la principale source d'endettement de la Côte d'Ivoire, est à un niveau critique ou pas. En effet, tant que ses ressources intérieures le permettront, l'Etat de Côte d'Ivoire pourra honorer le service de la dette extérieure, car selon Blancheton (2017), un ratio de seuil d'endettement à ne pas dépasser ne renseigne aucunement sur la soutenabilité de la dette. Pour l'auteur, ce ne sont que des mythes qu'il faut dépasser.

Comment savoir alors que la dette extérieure de la Côte d'Ivoire s'écarter de sa trajectoire de soutenabilité ?

La question que cette étude adresse est celle de la surveillance de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire de sorte à ce qu'elle soit soutenable dans le temps. En d'autres termes, quels sont les leviers sur lesquels les autorités pourraient jouer pour rendre la dette extérieure de la Côte d'Ivoire soutenable ?

2. Objectifs de l'étude

L'objectif de cette étude est d'analyser la soutenabilité de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire. De façon spécifique, il s'agira de :

- Décrire la trajectoire de soutenabilité de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire ;
- Déterminer les facteurs explicatifs du maintien de la dette extérieure sur sa trajectoire de soutenabilité.

3. Intérêts et enjeux de l'étude

Cette étude permettra de maîtriser le stock de la dette extérieure qui représente les deux tiers de la dette totale. Une maîtrise de cette dette contribuera à booster la croissance économique car l'accumulation d'une lourde dette a de fortes chances d'entraver l'expansion de la richesse nationale (Mensi, 2013). En effet, selon l'auteur, si l'on peut penser que la dette future dépassera les capacités de remboursement des pays débiteurs, le coût de son service découragera les investissements intérieurs et extérieurs, pénalisant ainsi la croissance.

L'enjeu d'une telle étude est de contribuer à rassurer les partenaires au développement et garantir la crédibilité de la signature de l'Etat de Côte d'Ivoire.

4. Méthodologie

Cette étude s'appuie sur la méthode comptable de la dette qui consiste à représenter l'évolution de la dette en fonction de la dette antérieure, le déficit public et le service de la dette. Cette méthode, qui consiste en des évaluations année par année et qui permet d'avoir des simulations pour le futur, sera adaptée dans le cadre de la dette extérieure en prenant en compte le déficit extérieur.

La dette extérieure pour une année donnée est jugée soutenable si le déficit commercial enregistré ne dépasse pas le seuil critique estimé. A partir du seuil critique annuel calculé, une trajectoire de soutenabilité de la dette extérieure sera représentée, et le gap avec le solde commercial sera analysé. Par la suite, l'on construira un indicateur qui prendra la valeur 0 si le seuil critique calculé est inférieur au déficit du solde commercial observé. Cet indicateur prendra la valeur 1 si le seuil critique calculé excède le déficit du solde commercial observé.

Sur la base de cet indicateur, un modèle de probabilité non-linéaire sera utilisé pour identifier les facteurs explicatifs de la soutenabilité de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire.

Les principales variables concernées pour l'analyse dans cette étude sont entre autres le solde commercial, le taux de croissance du volume des exportations, le taux de croissance des prix à l'exportation, le taux d'intérêt nominal apparent de la dette extérieure, le taux de change nominal dollar FCFA, le taux de change euro FCFA, la part des devises d'exportations nécessaire à l'Etat pour l'achat de ses biens et services provenant de l'étranger, le volume des importations, le volume des exportations, le prix unitaire à l'exportation, le prix unitaire à l'importation, la part des devises d'exportation allant dans le compte d'opération et le stock de la dette globale.

Ces variables proviendront du Ministère de l'économie et des finances de la Côte d'Ivoire, du site de la BCEAO, de la base de données WDI et du FMI.

5. Résultats attendus

A l'issue de cette étude, l'on s'attend à ce que les principaux déterminants de la soutenabilité de la dette extérieure soient l'amélioration des prix à l'exportation et à une baisse de la part des devises nécessaires à l'Etat pour ses achats de produits étrangers. Un autre résultat important qui pourrait être trouvé est que l'effet négatif des devises allant dans le compte d'opération sur la soutenabilité de la dette est plus accentué lorsque le taux d'intérêt apparent de la dette extérieure est supérieur au taux de croissance des recettes d'exportations.

1. Contexte et Problématique

L'efficacité énergétique est une préoccupation actuelle du gouvernement Ivoirien. Le défi majeur lié à l'efficacité énergétique est de réduire la consommation énergétique dans tous les secteurs tout en préservant l'environnement, en particulier dans les secteurs de l'industrie, du transport et le bâtiment. Dans la littérature, il est bien démontré que l'énergie joue un rôle capital dans transformation de l'économie à travers le développement des activités industrielles et des services modernes. Les effets de causalité entre l'énergie et la croissance ont été bien montrés dans les pays africains (Esso et Keho, 2016 ; Esso, 2010).

En Côte d'Ivoire, la consommation de l'énergie reste encore dominée par la biomasse, malgré l'existence de diverses sources d'énergie. Mais toutefois, il est important de noter que de nombreux progrès sont observés quant à l'amélioration de l'accès des populations aux énergies modernes. La capacité de production installée a augmenté de 56% entre 2011 et 2018 pour atteindre 2200MW. L'accès à l'électricité en Côte d'Ivoire a atteint 92% de la population dans les zones urbaines, tandis que dans les zones rurales, il est encore limité à 38%, bien qu'en augmentation¹. De plus, le gouvernement ivoirien a développé des plans d'actions pour promouvoir le développement des énergies renouvelables qui proviendrait de l'hydroélectricité, du solaire, de la biomasse et de l'éolienne.

Le pays sera énergétiquement efficace s'il réalise un maximum de Produit Intérieur Brut (PIB) en consommant moins d'énergie tout en réduisant significativement l'émission de gaz à effets de serre. Entre 2012 et 2018, l'économie Ivoirienne a connu une croissance stable autour de 8%. L'intensité énergétique désignant le rapport de la consommation d'énergie au PIB a baissé de 9,1 MJ/USD à 7,2 MJ/USD, mais resté élevé par rapport au Ghana (3,74 MJ/ USD), au Sénégal (4,97 MJ/USD) et au Nigeria (5,67 MJ/USD). De plus l'émission de CO₂ (en kg /USD PPA de PIB) a baissé de 0,3 à 0,26. Dès lors, ces observations amènent à se poser la question suivante : la croissance stable de l'économie Ivoirienne est-elle associée à une meilleure efficacité de l'utilisation de l'énergie ?

2. Objectifs

L'objectif de cette étude est de montrer comment l'efficacité de l'utilisation de l'énergie peut favoriser une croissance économique durable en Côte d'Ivoire. De façon spécifique, il s'agit :

- de mesurer l'efficacité de l'utilisation de l'énergie dans l'économie Ivoirienne ;
- de capter le changement technologique dans l'énergie consommée ;
- d'évaluer les gaspillages dans l'utilisation de l'énergie et les pertes de croissance liée à une utilisation inefficace de l'énergie.

3. Méthodologie

Comme dans Aboua et Touré (2019), l'approche DEA (Data Envelopment Analysis) sera utilisée pour estimer l'efficacité énergétique en considérant la productivité totale des facteurs. Le score d'efficacité estimé est défini comme le rapport entre le PIB observé et le PIB potentiel. Le PIB observé ou réel est ce que le pays réalise tandis que le PIB potentiel est ce que le pays peut réaliser s'il combine au mieux les facteurs de l'économie : énergie, capital et travail. Le changement technologique sera capté par l'indice de productivité de Malmquist. Il permet d'évaluer le changement de l'efficacité énergétique dans le temps. Les gaspillages et les pertes de PIB seront estimées à partir de variables d'écarts des inputs et outputs. Les variables du modèle sont : le PIB (output désirable), l'émission CO₂ (output indésirable) et le capital, le travail et l'énergie (comme inputs). L'étude couvre

¹ Africa Energy Portal country profil, Côte d'Ivoire, 2019.

la période de 1990 à 2017. Les données proviennent de la Banque Mondiale et de l'Agence Internationale de l'Energie.

4. Résultats attendus

A l'issue de cette étude, le niveau de l'efficacité de l'utilisation de l'énergie dans l'économie sera mesuré. Le niveau PIB potentiel associé à une utilisation efficace de l'énergie sera déterminé.

Etude 3 : Renforcement de l'intégration commerciale : le cas de la Côte d'Ivoire dans l'UEMOA² / Dr FE Doukouré Charles

1. Contexte et Problématique

Fort des résultats satisfaisants du PND 2012-2015 et conscient de l'importance de la coopération régionale et internationale pour l'accélération du processus de développement et l'élargissement des marchés porteurs en vue de promouvoir l'attrait des IDE et la croissance économique, la Côte d'Ivoire a fait du renforcement de l'intégration un axe stratégique du PND 2016-2020. En effet, le renforcement de l'intégration régionale constitue un défi tant pour le développement des échanges, le financement que l'acquisition des technologies. Deux approches sont utilisées pour évaluer les effets de l'intégration sur les économies : une approche en statique comparative qui aboutit à l'analyse des effets de création et de détournement de commerce³ et une approche dynamique qui permet d'évaluer la contribution de l'intégration à la croissance et au développement. La plupart des travaux sur la question du rôle de l'intégration dans le processus de développement se sont focalisés sur ces aspects en laissant de côté l'analyse des effets de l'intégration sur les spécialisations des pays, la structure des échanges, la compétition entre pays membres sur le marché régional et ses implications pour le renforcement de l'intégration commerciale. C'est cette préoccupation que nous tenterons d'examiner dans cette étude en nous focalisant sur le cas de la Côte d'Ivoire dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

Est-ce que son appartenance à l'UEMOA constitue-t-elle une réelle opportunité de croissance des échanges pour la Côte d'Ivoire avec les pays membres ? Quel est le degré de compétition entre pays membres sur le marché de l'UEMOA ? Comment cette compétition affecte-t-elle l'expansion du commerce intra UEMOA de la Côte d'Ivoire ? En d'autres termes, le degré de similarité de l'offre exportable de la Côte d'Ivoire est-il un catalyseur de l'expansion de son commerce intra régional ?

2. Objectifs

Cette étude analyse l'effet de la participation de la Côte d'Ivoire à l'UEMOA sur la structure de son commerce intra et évalue l'effet du degré de compétition sur le marché sous-régional sur l'expansion du commerce intra UEMOA dans la perspective du renforcement de l'intégration régionale.

² Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

³ L'effet de création de commerce se justifie par le fait que la levée des barrières tarifaires résultant de la création de la zone de libre-échange-étape incluse dans la création de la communauté économique régionale-conduit à créer de nouveaux flux commerciaux entre pays membres du fait de la réduction de barrières douanières. L'effet de détournement de commerce s'explique par le fait que l'entrée dans la CER va se traduire par le remplacement des courants d'importation du pays depuis un pays tiers par des importations du pays depuis un pays membre de la CER.

3. Méthodologie

A partir des outils de la statistique descriptive, une analyse des échanges de la Côte d'Ivoire sera réalisée avec une comparaison de sa spécialisation avec celle de ses partenaires de l'UEMOA. Nous allons pour cela calculer des indicateurs de commerce extérieur et appréhender le degré de la compétition entre les pays membres de l'UEMOA par le calcul d'indices de similarité de leur offre d'exportation. Nous allons comparer principalement la situation de la Côte d'Ivoire avec les autres pays membres. Par la suite, à l'aide d'une analyse économétrique, nous allons évaluer les effets du degré de compétition entre pays membres sur le commerce intra UEMOA de la Côte d'Ivoire à partir d'un modèle de gravité augmenté.

4. Résultats attendus

Cette étude va nous permettre d'apprécier le rôle de la Côte d'Ivoire dans le renforcement de l'intégration régionale dans l'UEMOA. De manière spécifique,

- Une analyse de la structure des échanges de la Côte d'Ivoire avec ses partenaires de l'UEMOA sera faite
- Une évaluation du degré de compétition entre la Côte d'Ivoire et les autres pays membres sur le marché sous régional ;
- L'effet de cette compétition sur le commerce sous régional de la Côte d'Ivoire sera évalué.

Etude 4. Amélioration de l'environnement des affaires et productivité en Côte d'Ivoire / Dr Kramo Germain

1. Contexte et Problématique

Le renforcement l'attractivité auprès des investisseurs est donc devenu une priorité pour les pays. C'est dans ce cadre que la Côte d'Ivoire a entrepris de nombreuses réformes pour améliorer son environnement des affaires. Ainsi, ces initiatives ont permis au pays de figurer parmi les 10 pays les plus réformateurs au monde en 2014, 2015 et 2018.

Parallèlement, les investissements directs étrangers (IDE) en Côte d'Ivoire se sont accrus. Ils sont passés de 407 millions de dollars en 2013 à 913 millions de dollars en 2018 (UNCTAD, 2019). Par ailleurs, l'ambition du gouvernement est de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent en réalisant la transformation structurelle de l'économie. Donc les différents efforts doivent concourir à l'atteinte de cet objectif. La transformation structurelle de l'économie ne peut se faire sans une amélioration de la productivité. C'est la raison pour laquelle cette étude cherche à savoir si l'amélioration de l'environnement des affaires contribue à l'amélioration de la productivité.

Plusieurs études ont montré que les institutions économiques et les mesures associées de la qualité de la gouvernance économique telles que le contrôle de la corruption, l'état de droit, la qualité de la réglementation, l'application des contrats et, plus généralement, le climat des investissements et des affaires sont des déterminants cruciaux du développement économique (Acemoglu et al. (2001; 2005) et Rodrik et al. (2004), Singh (2015), Ani (2015)).

Par contre, pour François Bost (2002) si l'amélioration de l'environnement des affaires constitue un préalable indispensable (baisse des coûts des facteurs, formation, développement des infrastructures, lutte contre la corruption, etc.), celle-ci n'est plus suffisante pour attirer les investisseurs et développer de nouvelles activités. Collier (2000) soutient que le mauvais environnement des affaires conduit à mauvaise affectation des ressources et coûts de transaction élevés en Afrique, affectant particulièrement les entreprises manufacturières.

Au cours de cette étude, nous tenterons de répondre à la question suivante : les efforts déployés par le gouvernement ivoirien pour améliorer l'environnement des affaires contribuent-ils à l'amélioration de la productivité ?

2. Objectifs

L'objectif général de cette étude est d'analyser la relation entre l'environnement des affaires et la productivité dans les secteurs en Côte d'Ivoire.

De façon spécifique, il s'agira :

- d'examiner l'évolution de l'environnement des affaires et de la productivité dans les secteurs en Côte d'Ivoire ;
- de déterminer l'effet des composantes de l'environnement des affaires sur la productivité dans les secteurs en Côte d'Ivoire ;
- de rechercher les variables contribuant à amplifier l'effet de l'amélioration de l'environnement des affaires sur la productivité dans les secteurs en Côte d'Ivoire.

3. Méthodologie

Pour analyser la relation entre l'amélioration de l'environnement des affaires et la productivité dans les trois secteurs d'activité, nous suivons l'exemple de Tybout (1992), Renelt (1991) et Lopez (1991). Le modèle de comptabilité de la croissance peut également adopter l'approche de la mesure de la productivité dans laquelle une fonction de production néoclassique au niveau des secteurs et spécifiée comme suit:

$$Y_t^i = A_t K_t^\alpha L_t^{1-\alpha}$$

Où

Y_t^i est la production dans le secteur i à la date t ;

A_t est le niveau de technologie à la date t;

K_t est le stock de capital à la date t,

L_t est le facteur travail à la date t

Les équations qui seront estimés se présentent comme suit :

$$y_t^i = ENV_AF_t + X_t + \varepsilon_t$$

Où y_t^i est la productivité dans le secteur i à la date t ;

ENV_AF_t est la variable environnement des affaires. Il sera mesuré par l'indice de liberté économique dans le monde et ses composantes;

X_t est un ensemble de variables explicatives telles le PIB par tête, les importations et les exportations, les investissements ;

ε_t le terme d'erreur.

L'étude couvre la période 1994 – 2018. Les données proviendront des bases de données de la Banque Mondiale, ICRG et de l'institut Fraser.

4. Résultats attendus

Les résultats de cette étude pourraient aider les autorités à mieux cerner les effets des efforts du gouvernement pour l'amélioration de l'environnement des affaires sur la productivité dans les trois secteurs. Au regard des résultats études antérieurs, nous pouvons nous attendre aux résultats suivants :

- l'amélioration de l'environnement des affaires n'a pas d'effet sur la productivité dans le secteur agricole ;
- l'amélioration de l'environnement des affaires a un faible effet positif sur la productivité des secteurs industriels et des services.

Etude 5 : Impact de l'Employabilité sur l'inclusion sociale des jeunes vulnérables en Côte d'Ivoire / Prof. Assi J.C. KIMOU

1. Contexte et problématique

Depuis la fin de la crise post-électorale en 2011, la Côte d'Ivoire connaît une relative stabilité, favorisant son essor économique, le tout dans une stratégie globale contenue dans les Plans Nationaux de Développement (PND), 2012-2016 puis 2016-2020. En l'espace de quelques années, la Côte d'Ivoire a considérablement amélioré son attractivité et ses performances économiques, avec un taux de croissance annuel moyen qui se situe autour de 8% en sur la période 2012-2018 et un revenu national qui s'est accru de 80% entre 2012 et 2015. Le pays est reconnu comme l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique (Banque Mondiale, 2019). Le PIB par habitant qui était de 1138 Dollars US en 2011 est passé à 1633 US Dollars en 2017 soit une augmentation de 43%.

Malgré cette performance économique, le taux de pauvreté a faiblement reculé, passant de 48,9% en 2008 à 51% en 2011 avant de chuter à 46,3% en 2015, indiquant la faible inclusivité de la croissance économique. Le taux de chômage (selon les critères du BIT) des jeunes de 15-35 ans estimé à 12,2% en 2012, avoisine toujours les 10% (ENSII, 2013), supérieur à la moyenne nationale estimée à 9%. En 2016, ce taux de chômage a reculé certes; mais reste prépondérant en milieu urbain, avec un niveau plus important chez les jeunes (3,9% chez la tranche d'âges 15-24 ans et 3,5% dans celui des 25-35 ans) avec une disparité importante entre les femmes (3,5 %) et les hommes (2,3 %). On note que la considération d'autres statistiques permet d'observer des situations plutôt difficiles sur le marché du travail. Ainsi, selon le Rapport de l'ENSETTE 2016, 93,6% des emplois sont dans le secteur informel, 73,3% des emplois sont vulnérables.

Parallèlement, la situation post-conflit donne naissance à l'émergence de nouvelles formes de comportement socialement indésirables (violence, délinquance, consommation de drogues, etc.) dont les auteurs sont pour la plupart des jeunes, y compris la violence perpétrée par des jeunes en bande (« les microbes ») et la violence dans le secteur informel des transports terrestres (Ané, 2015 et Kassi-Djodjo, 2013). La plupart de ces jeunes vulnérables, non pris en compte dès le départ par les programmes de réinsertion post-conflit, constitue la majorité de la population carcérale juvénile du district d'Abidjan. Selon les données de la Maison de Correction d'Abidjan (MACA), en 2017, 70% des détenus jeunes, proviennent des communes du district d'Abidjan (Abobo et Yopougon) où les conséquences humaines de la guerre ont été les plus importantes (COM, MACA 2017). Traoré (2015) relève par exemple que dans la ville de Bouaké (Centre), les services de police ont enregistré en 2014 plus de 52 cas de viols et des agressions physiques multiples à l'arme blanche dont les auteurs sont des conducteurs de Taxi-Moto. Face à cette situation, l'Etat de Côte d'Ivoire a entrepris plusieurs mesures en vue d'endiguer ou de prévenir la

vulnérabilité des jeunes à ces phénomènes. Il s'agit entre autres de la mise en place du Service Civique d'Action pour l'Emploi et le Développement (SCAED).

Notons que l'Etat de Côte d'Ivoire a fait de la promotion d'une croissance économique soutenue, favorable à la création d'emplois au profit des jeunes, les prémices de la stabilité et de la consolidation de la paix. L'axe 2 du PND 2016-2020 porte sur « l'Accélération du développement du capital humain et promotion du bien-être social » et comprend entre autres comme impact à atteindre « Les femmes et les hommes y compris les jeunes et les personnes handicapés ont accès à un emploi productif, décent et durable », avec pour extrant 4. « Les jeunes bénéficient de projets et programmes d'insertion ».

Il apparaît dès lors important d'interroger sur leur efficacité dans la réduction de la vulnérabilité socio-économique des jeunes. Ce projet de recherche vise à apporter des réponses aux questions suivantes :

- Quel est l'impact du programme SCAED sur l'accès à l'emploi des jeunes ?
- Ce programme contribue-t-il à la réduction des comportements sociaux indésirables ?
- Quelles sont les actions ou politiques susceptibles d'améliorer les impacts et effets escomptés des mesures en faveur de la réinsertion des jeunes en Côte d'Ivoire ?

2. Objectifs et Hypothèses

L'objectif principal de ce projet de recherche est d'établir le lien entre l'accès à l'emploi et les comportements sociaux indésirables des jeunes à travers l'évaluation de l'impact du programme SCAED.

Hypothèses de recherche

L'hypothèse principale que l'étude teste est la suivante : l'amélioration des opportunités économiques des jeunes par l'emploi devrait réduire leur propension à des comportements asociaux en raison des coûts d'opportunités élevés d'une occupation illégitime.

La Théorie de changement qui sous-tend cette étude d'impact se présente comme **suit** : si des jeunes qui sont en marge de la société dans un contexte post-conflit qui les a insuffisamment intégré dans le marché légal du travail, sont dotés de valeurs morales par l'éducation civique et également renforcés par des formations qualifiantes favorables à leur insertion professionnelle, conduisant à l'amélioration de leurs conditions économiques, alors leur propension à s'adonner aux comportements asociaux est réduite.

3. Méthodologie

La démarche méthodologique générale comprendra la revue documentaire, la collecte et exploitation de données secondaires, la collecte de données primaires aussi bien qualitatives que quantitatives.

3.1. Source de données

L'analyse d'impact du programme SCAED sur la violence reposera sur un essai aléatoire contrôlé (une expérimentation) élaborée dans le cadre du réseau PEP (Partenariat pour la politique Économique). La population cible est constituée de jeunes ivoiriens en grande difficulté sociale, ne sachant pas lire ni écrire ou échec scolaire, n'ayant aucune qualification, ni un emploi. Ils sont susceptibles de développer des comportements à risque ou en extrême violence, aptes et volontaires à la vie en collectivité.

Dans la méthode de l'assignation aléatoire, *les deux zones* de mise en œuvre du projet sont la région du Gbêkê qui a pour capitale de région Bouaké et le district des Lagunes qui a pour capitale Abidjan.

3.2. Méthode d'analyse

Nous utiliserons la régression linéaire simple lorsque la variable de résultat est continue (revenu par exemple) et l'économétrie des variables qualitatives (modèle logit) pour les indicateurs discrets (participation une activité violente par exemple). L'analyse sexospécifique permettra d'identifier la différence entre jeunes filles et jeunes hommes.

4. Résultats attendus

A la suite de cette étude :

- L'impact du programme SCAED sur l'accès à l'emploi des jeunes est montré
- L'effet du programme sur la réduction des comportements sociaux indésirables est mesuré
- Des recommandations sont formulées pour meilleure intégration des jeunes vulnérables dans le tissu social par l'emploi.

Etude 6: Les modèles d'affaire inclusive et leurs impacts sur le bien-être social en Côte d'Ivoire / Prof. Kamgnia Bernadette Dia

La situation macroéconomique de la Côte d'Ivoire a été des plus reluisantes au cours de la dernière décennie. Avec un taux de croissance qui s'est maintenu autour de 7,5% depuis 2014, la Côte d'Ivoire est définie comme une des économies les plus dynamiques d'Afrique (Banque Mondiale, 2019). Cette croissance soutenue s'explique en partie par les réformes initiées engrangées. Il s'agit, entre autres, de l'amélioration continue du climat des affaires, l'adoption de la réglementation sur le statut de l'entrepreneur, la modernisation de l'administration et des procédures en matière de fiscalité en vue d'optimiser la collecte des ressources domestiques et d'accroître l'efficacité des dépenses publiques.

Au niveau social, le gouvernement ivoirien a mis en œuvre des actions et stratégies pour lutter contre la vie chère afin de protéger le pouvoir d'achat des ménages et de réduire significativement l'extrême pauvreté. Le Projet Filets Sociaux Productifs (PFSC) dont le but est d'améliorer les revenus des populations pauvres en milieu rural ; le Fond d'appui aux femmes de Côte d'Ivoire (FAFCI) pour entreprendre des activités génératrices de revenus ; les initiatives pour l'accompagnement des jeunes vers l'auto-emploi et l'entrepreneuriat, en sont des exemples.

Malheureusement, le taux de pauvreté du pays en pourcentage de la population qui vit sous le seuil de pauvreté national n'a que faiblement reculé, passant de 48,9% en 2008 à 46,3% en 2015, selon la dernière enquête sur les niveaux de vie réalisée par la Banque mondiale. Ainsi, la Côte d'Ivoire est restée classée 171^e sur 189 pays en 2018, au niveau de son indice de développement humain dans le monde. (PNUD 2017). La question dès lors est de savoir comment redistribuer les fruits de la croissance pour initier un impact notable sur l'incidence de la pauvreté en Côte d'Ivoire.

Une occasion unique de repositionner et de consolider les affaires afin d'améliorer les gains sociaux s'avère être la diversification des stratégies visant à inclure les personnes à faible revenu dans des moyens écologiquement viables. C'est le cas des initiatives invitant le secteur privé à élargir son champ d'action pour produire de la valeur économique et sociale en renforçant son rôle en tant qu'agent de consolidation des efforts de soutien des populations sorties de la pauvreté, en augmentant la résilience en temps de difficulté ou prospérité économique. Il est bien connu que ce grand potentiel ne sera pas atteint seulement par des actions philanthropiques ou même la responsabilité sociale des entreprises. Au-delà des actions philanthropiques ou des initiatives de RSE, il est question de pouvoir combiner l'inclusion sociale et le rendement financier comme un moyen de générer de la

valeur pour tous. L'entrepreneuriat et surtout le modèle d'affaire inclusif, ciblant les populations au bas de la pyramide (BoP), s'inscrit dans cette dynamique pour favoriser efficacement l'insertion des jeunes, des femmes, des personnes indigentes.

Mais comment conduire le business inclusif pour qu'il puisse, à long terme, sortir le plus grand nombre de populations de leurs conditions de précarité ? Comment s'assurer que le modèle d'affaire inclusive offre à cette frange de la population un cadre de vie décent et une améliore la qualité de vie des plus démunis ?

2. Objectif de recherche

L'objectif général de cette étude est d'analyser les impacts des modèles d'affaire inclusive sur le bien-être social en Côte d'Ivoire.

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- i) déterminer le profil de pauvreté de la population au bas de la pyramide ;
- ii) évaluer l'impact de l'inclusive business sur le niveau de bien-être des BoP ;
- iii) évaluer l'impact de l'inclusive business sur la performance des entreprises inclusives.

3. Méthodologie

Les profils de pauvreté monétaire seront déterminés suivant le genre, le niveau d'éducation et le secteur d'activité des individus des BoPs, tenant compte de la durée de leur participation dans les modèles d'affaire inclusive.

Les impacts seront déterminés à l'aide des méthodologies standard, notamment celles centrées sur les appariements, compte tenu de la nature des données qui ne sont pas issues d'une randomisation contrôlée, et qui sont statiques.

Les données utilisées dans l'étude proviennent de l'Enquête sur l'inclusion Economique des jeunes et des femmes par l'entrepreneuriat Inclusif. Il s'agit de données collectées dans trois pays ; notamment la Côte d'Ivoire ; le Burkina Faso ainsi que le Kenya. Cette enquête a bénéficié de l'appui financier du CRDI.

Les données ont été récoltées par enquête sur le terrain en 2019, sur demande de la CAPEC pour le compte de la Côte d'Ivoire. Il s'agit d'une source d'information très riche puisqu'elle fournit des renseignements pour 904 entreprises menant des affaires inclusives et non inclusives ainsi que pour 1023 ménages ou petite entreprises bénéficiaires ou non.

5. Résultats attendus

Cette recherche permettra de quantifier les impacts de l'inclusive business sur les populations au bas de la pyramide et de faire des recommandations quant à la nécessité de promouvoir l'initiative comme nouvelle stratégie de réduction de la pauvreté en Côte d'Ivoire.

Etude 7: Impact de l'Entrepreneuriat inclusif sur la qualité de l'emploi en Côte d'Ivoire / Prof. Alban A. E. AHOURE

1. Contexte et Problématique

Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le principal défi mondial en matière d'emploi est lié aux mauvaises conditions de travail. Ainsi, l'ONU a fait du «travail décent pour tous» l'une de ses priorités, dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD 8). Avoir un emploi ne garantit pas toujours des conditions de vie décentes. Pour preuve, 700 millions de personnes vivent dans une pauvreté extrême ou modérée, bien qu'elles aient un emploi (OIT, 2019). Par ailleurs,

dans le monde, 61% des travailleurs, soit 2 milliards de personnes, occupent actuellement un emploi informel. Cela se traduit par un certain nombre de problèmes, notamment le manque de protection sociale, la prolongation des horaires de travail, la possibilité d'être licencié sans préavis ni indemnité de licenciement, et les conditions de travail dangereuses.

En Afrique, seulement 4,5% de la population en âge de travailler est au chômage et 60% en emploi. Ces statistiques, au lieu d'être des signes d'un bon fonctionnement du marché de travail, cachent une réalité bien plus sombre. En effet, la majeure partie des africains en âge de travailler ne dispose généralement que d'un emploi informel et de mauvaise qualité pour subvenir à leurs besoins fondamentaux et échapper à la pauvreté. Une proportion non négligeable de la population active travaille dans des conditions caractérisées par l'insécurité, les bas salaires et l'absence de protection sociale, c'est-à-dire dans des activités comme l'auto emploi et le travail familial, qui représentent ensemble environ 68 % de l'emploi total dans la région (OIT, 2019). En Côte d'Ivoire, la population active demeure pauvre et occupée majoritairement dans des emplois vulnérables et précaires. Selon l'OIT, en 2016, près de 35.5 % des travailleurs sont pauvres, beaucoup plus chez les agriculteurs (46.7%) que dans les autres secteurs (commerce (31.4%), industrie (27.0%), services (22.4%)). Globalement, le taux d'emplois informels est estimé à 93.6% en 2016.

De façon générale, dans la lutte contre la pauvreté et la précarité des conditions de vie, les pays africains se sont engagés à atteindre les objectifs de développement durable (ODD), notamment celui d'éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde. L'un des moyens pour y arriver est de soutenir le développement du secteur privé, ce qui contribuerait à créer plus d'emplois et à promouvoir une croissance inclusive. Les entreprises sont ainsi encouragées à inclure de plus en plus les pauvres dans leur chaîne de valeur. Cette approche a donné naissance aux modèles d'entrepreneuriat inclusif. Que ce soit dans les pays développés ou dans les pays en développement, l'entrepreneuriat inclusif poursuit deux objectifs complémentaires: la performance économique et la recherche d'un impact social significatif. Ainsi, face aux défis de l'emploi des jeunes et des femmes, les entreprises inclusives constituent des perspectives pour ces populations vulnérables. Après des années d'adoption de cette pratique, cette étude se propose d'analyser la capacité des modèles d'affaires inclusifs à contribuer de manière durable à l'amélioration de la qualité de l'emploi en Côte d'Ivoire.

2. Objectifs

L'objectif général de cette étude est d'analyser l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la qualité de l'emploi des personnes au bas de la pyramide (BoP). De façon spécifique, il s'agira de :

- Décrire les caractéristiques de l'emploi en Côte d'Ivoire en fonction des critères de qualité de l'emploi,
- Identifier les facteurs explicatifs de l'adhésion du jeune à un modèle d'entrepreneuriat inclusif,
- Analyser l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la qualité de l'emploi.

3. Méthodologie

La méthodologie proposée, pour évaluer l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la qualité de l'emploi, s'inspire du modèle causal d'impact de Rubin (1974). Ce modèle est issu des méthodes d'appariement sélectif développées par Roy (1951). Il s'agit de recréer, autant que possible, une situation expérimentale à partir de données non expérimentales en déterminant un groupe de comparaison à partir d'un échantillon d'individus non traités qui « ressemblent » aux traités, sur la base des caractéristiques observables. Les méthodes de Doubly Robust Regression estimation et de l'Endogeneous Switching Regression, seront utilisées pour tester la robustesse des résultats d'évaluation d'impact.

Les données utilisées dans cette étude proviennent de l'Enquête sur l'inclusion Economique des jeunes et des femmes par l'entrepreneuriat Inclusif en Afrique : Cas de la Côte d'Ivoire, du Kenya et du Burkina Faso avec l'appui financier du CRDI. Cette enquête s'est déroulée de février 2019 à mars 2019 dans les trois (3) pays à l'aide d'un protocole quasi-expérimental.

La collecte a porté sur un échantillon de 1623 individus au bas niveau de l'échelle (BoP) dont 576 bénéficiaires et 1047 non bénéficiaires de modèle d'affaires inclusives en Côte d'Ivoire

4. Résultats attendus

Au terme de ce travail de recherche, les résultats suivants seront obtenus :

- les caractéristiques de l'emploi en Côte d'Ivoire sont décrites en fonction des critères de qualité de l'emploi,
- les facteurs explicatifs de l'inclusion des jeunes à un modèle d'entrepreneuriat inclusif sont identifiés,
- l'impact de l'entrepreneuriat inclusif sur la qualité de l'emploi en Côte d'Ivoire, est évalué.

2.2- PUBLICATIONS

Au titre des publications, tel que recommandé par le Comité de Pilotage, les Lettres de Politique Economique (LPE) issues des études et recherches réalisées par la CAPEC au cours des 2017, 2018, 2019 et les 07 études de 2020 seront publiées pour des institutions spécifiques.

Il est prévu de publier au total 20 LPE au titre de l'année 2020. La CAPEC continuera à mettre en ligne sur son site web les résultats de ses études et recherches et à les transmettre sur clés USB aux participants à ces séminaires ou conférences.

2.3- FORMATION

Au cours de l'année 2020, la CAPEC réalisera des sessions de formation au profit des cadres du secteur public, du secteur privé et de la société civile sur demande. Dans le cadre du projet CRDI 3, une session de formation sera organisée au profit des Chercheurs et Doctorants. Un media training sera également organisé au profit des chercheurs et une session de formation au profit du Personnel d'appui.

2.4- SEMINAIRES DE DISSEMINATION, FORUM, INTERFACE ET GOUVERNANCE

En vue de faire connaître les résultats des travaux de recherche de la CAPEC aux décideurs et au grand public des divers secteurs (administration, secteur privé, collectivités locales, ONG, Société Civile, etc.), deux séminaires de dissémination seront organisés par la Cellule en 2020.

La CAPEC prévoit organiser dans le premier trimestre 2020, le séminaire de lancement du projet CRDI 3 sur Employabilité et insertion socioprofessionnelle des jeunes vulnérables.

Afin de continuer à contribuer à l'émergence d'une culture d'Evaluation et de reddition de compte en Côte d'Ivoire, la CAPEC compte cette année encore soutenir l'ONG 2IEval dans l'organisation de la cinquième édition du Prix Evaluation d'Or.

Pour veiller à l'orientation stratégique et mener à bien sa mission de supervision, le Comité de Pilotage de la CAPEC organisera deux réunions statutaires en 2020 dans les mois de juin et décembre. Toutefois, une réunion extraordinaire pourra se tenir en cas de nécessité.

2.5- ETUDES ET RECHERCHES A TITRE ONEREUX

La CAPEC prévoit contribuer une fois de plus à la réalisation de différentes études à titre onéreux. Au regard du bilan 2019, la CAPEC s'attend à réaliser 6 nouvelles études à titre onéreux pour 2020 en plus des études de 2019 à achever.

2.6- APPUIS TECHNIQUES ET CONVENTIONS

Comme en 2019, la CAPEC prévoit continuer son assistance technique aux différents ministères qui la solliciteront ainsi qu'autres acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile. Elle envisage spécifiquement la signature et la mise en œuvre effective de la Convention avec le Ministère de l'Economie et des Finances.

2.7- AUTRES ACTIVITES

En plus des activités classiques, d'autres activités seront réalisées dans le courant de l'année 2020. Il s'agit, entre autres, de :

- l'audit de la gestion de 2018 et 2019;
- la coopération avec des institutions internationales pour l'organisation d'activités,
- des réunions de l'équipe de travail et de séminaires internes dans le cadre de formations internes ou de réalisation d'études pour des institutions.

2.8- RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus de l'exécution de ce programme d'activités sont récapitulés dans le tableau ci-après.

Résultats attendus du programme d'activités 2020

Activités		Résultats attendus
1	Etudes et recherches	7 études en 2020
2	Publication	- Publication de 20 LPE pour des institutions spécifiques
3	Formation des Cadres du secteur public, du Secteur privé, de la société civile et Formation du Personnel et des Chercheurs de la CAPEC	- 02 pour les Cadres - 02 pour les Chercheurs - 01 pour le Personnel d'appui

4	Séminaire de dissémination, Forum, Interface, Gouvernance	- Organisation de deux (2) Séminaires de dissémination des résultats des études et recherches - Organisation du séminaire de lancement du projet CRDI 3 sur Employabilité et insertion socioprofessionnelle des jeunes vulnérables - Organisation de la cinquième édition du Prix d'Evaluation d'Or avec 2IEval - Organisation de deux (2) réunions ordinaires et une réunion extraordinaire du Comité de Pilotage.
5	Etudes et recherches à titres onéreux, Mobilisation des ressources	- Participation aux appels d'offres pour des études et recherches à titre onéreux -6 nouvelles études; - Présentation des requêtes
6	Appuis techniques	- Signature de la Convention avec le Ministère de l'Economie et des Finances - Autres Conventions
7	Autres activités	- Faire auditer la gestion des années 2018 et 2019

III- INDICATEURS DE PERFORMANCE ET RISQUES

3.1- INDICATEURS DE PERFORMANCE

Dans la lignée des années précédentes, l'évaluation des performances de l'année 2020, se fera dans le cadre du Plan de Suivi et Evaluation établi avec l'aide du Responsable du Suivi et Evaluation. L'évaluation des chercheurs et du personnel d'appui, se fera grâce à la fiche élaborée à cet effet.

3.2- RISQUES

Les activités de l'année 2020 devront être financées dans la majeure les fonds propres mobilisés à travers des activités à titre onéreux. Le risque majeur sur l'atteinte des résultats attendus demeure la mobilisation des ressources. La signature de la Convention avec le MEF et un appui budgétaire conséquent avec l'appui du Président de l'Université pourront amoindrir ce risque.

CONCLUSION

L'année 2020 a la particularité d'être la dernière année de mise en œuvre du PND 2016-2020. C'est une année au cours de laquelle sont prévues les élections. La CAPEC prévoit conduire sept (07) travaux d'études et recherches dans le cadre du programme interne de recherche de la CAPEC, ainsi qu'une douzaine d'études, dont 6 nouvelles, au profit des bailleurs. Ces études et recherches en plus des séminaires de dissémination, des conférences, des autres activités de communication (prix d'excellence, etc.) et des formations, devront contribuer non seulement à renforcer les capacités des décideurs mais aussi à orienter les politiques économiques.

Le budget temps des chercheurs, le chronogramme de réalisation des activités et le budget sont présentés en annexes.

ANNEXE 2 : CHRONOGRAMME DES ACTIVITES DE L'ANNEE 2020

Les volets	Objectifs	Activités	Responsable	Fonction	1 ^{er} Trim.				2 ^{ème} Trim.				3 ^{ème} Trim.				4 ^{ème} Trim.			
					Jan	Fev	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc				
Etudes et recherches	Finaliser les études de 2019																			
	Réaliser 07 études pour 2020																			

CHRONOGRAMME DES ACTIVITES DE L'ANNEE 2020 (suite)

Les volets			Objectifs		Responsable		Fonction		1 ^{er} Trim.			2 ^{eme} Trim.			3 ^{eme} Trim.			4 ^{eme} Trim.		
			Activités						Jan.	Fev	Mar	Avr	Mai.	Jun.	Jul	Aout	Sep	Oct	Nov	Dec
Publications	Publier les études	Publication de Lettres de Politique Economique																		

CHRONOGRAMME DES ACTIVITES DE L'ANNEE

Les volets	Objectifs		Activités	Responsable	Fonction	1 ^{er} Trim.			2 ^{ème} Trim.			3 ^{ème} Trim.			4 ^{ème} Trim.		
						Jan.	Fev	Mar	Avr	Mai.	Juin.	Juil	Aout	Sep	Oct	Nov	Déc.
Séminaires de dissémination, forum, interface et gouvernance	Accroître la visibilité de la CAPEC	- 2 Séminaires de dissémination - 1 séminaire de lancement CDI 3 - 1 Prix d'Evaluation d'Or - 2 réunions du Comité de Pilotage															
Mobilisation des ressources	Etudes et recherches à titre onéreux	- Soumission aux appels d'offres 06 nouvelles études															
Autres activités	Audit de la gestion janvier-décembre 2015 Réunions internes – Séminaires internes	Vérifier la gestion de l'exercice de 2018 et de l'exercice 2019 Mettre en œuvre le programme et en faire le suivi															